

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET ANNEXE
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÉGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

ÉDITION ET DIFFUSION



PROGRAMME 623

ÉDITION ET DIFFUSION

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	4
Objectifs et indicateurs de performance	7
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	11
Justification au premier euro	13

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Bertrand MUNCH

Directeur de l'information légale et administrative

Responsable du programme n° 623 : Édition et diffusion

Le programme 623 « Édition diffusion » porte l'ensemble des crédits de fonctionnement des activités dites « métiers » de la DILA ainsi que la totalité des crédits nécessaires aux projets informatiques et aux investissements. Ce programme comprend les actions suivantes :

- diffusion légale ;
- information administrative, édition publique et promotion.

Il recouvre les domaines suivants :

- production et diffusion des textes normatifs ;
- transparence économique et financière ;
- gestion des produits et services numériques ;
- renseignement administratif multi-canal ;
- imprimerie ;
- édition publique ;
- investissements informatiques, de production et immobiliers.

Les dépenses du programme 623 s'élèvent à 39,5 M€ en AE et 39 M€ en CP en 2019. Cette gestion est marquée par la bonne tenue des investissements avec une exécution de 9,7 M€ en AE et 9 M€ en CP. Les dépenses de fonctionnement des activités de production sont en légère hausse en 2019. Cette augmentation est directement liée à l'évolution des recettes des annonces publiques (entraînant corollairement une hausse des coûts de traitement des annonces) et à une campagne de sécurisation des outils de production et des sites internet.

Ces crédits ont permis à la DILA de poursuivre la modernisation de ses activités dans le cadre du plan stratégique « DILA 2021 ». Son ambition est de construire les services publics de demain avec la participation des usagers pour rendre le meilleur service, être le plus proche des attentes avec une plus grande réactivité dans la mise en œuvre des projets. Le dynamisme des investissements a été articulé avec une réflexion sur l'efficacité des moyens pour l'ensemble des activités de la DILA.

Cette politique de modernisation concerne notamment :

- l'accès au droit avec la poursuite de la sécurisation de la chaîne de production du *Journal officiel* et la refonte du site Légifrance :

- le lancement des migrations techniques des applications SOLON (Système d'Organisation en Ligne des Obligations Normatives) et STILA (solution de traitement de l'information légale et administrative) avec l'objectif d'une sécurisation des processus et une mise à niveau des briques technologiques sous-jacentes. En 2019, 36 681 textes ont été publiés au *Journal officiel* (76 522 pages) pour 89 857 abonnés à son sommaire interactif envoyé par mél.
- la rénovation du site journal-officiel.gouv.fr : Le site portant essentiellement sur les annonces des associations a généré 4 millions de visites en 2019. S'ajoutent également les avis du bulletin des annonces légales obligatoires (BALO), le dépôt des comptes annuels des organisations syndicales et professionnelles, les documents administratifs et le bulletin officiel des conventions collectives. L'évolution majeure de cette nouvelle version porte sur la numérisation et l'indexation de l'intégralité des annonces relatives aux associations parues depuis 1901, soit plus de 4,5 millions d'annonces. L'ergonomie et le graphisme du site ont également été repensés.

- l'ouverture officielle en test (« version bêta ») de la version modernisée du site Légifrance vise à faciliter l'accès au droit (lois, codes, décrets, conventions collectives et accords d'entreprises, jurisprudences, etc.). Ce nouveau site est le fruit d'une construction en mode « agile » associant un panel d'usagers du site - professionnels ou non- pour mieux prendre en compte leurs besoins. La version bêta intègre à cette fin un outil d'analyse des parcours et de recueil d'avis. De nouvelles fonctionnalités sont proposées avec notamment une recherche multi fonds simplifiée en mode plein texte. La fonctionnalité « Chrono Légi » permet quant à elle de suivre l'évolution dans le temps des différentes rédactions du texte. Les contenus ont été enrichis, avec en particulier la mise en ligne des versions numérisées de tous les journaux officiels papier depuis 1869. Les API (*Application Programming Interface*) du site modernisé legifrance.gouv.fr ont été ouvertes le 29 novembre 2019. Le site dispose, en effet, d'une architecture technique fondée sur des API de consultation qui permettent d'interroger les bases de données juridiques et de faciliter l'accès et la réutilisation de ces données par d'autres sites ou applications tierces.

- la transparence économique et financière :

- l'audience du bulletin officiel des annonces civiles et commerciales ([site bodacc.fr](http://site.bodacc.fr)) est en progression en 2019 (5,3 millions de visites). Plus de 2,9 millions d'avis ont été publiés, soit une hausse de plus de 8 % générant la hausse des recettes mais aussi en corollaire celle des dépenses liées au reversement aux greffes des tribunaux de commerce.
- les avis publiés au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) augmentent de 2 % en 2019 avec 158 829 avis publiés. Ils se traduisent aussi par une augmentation des recettes d'annonces mais également de leurs coûts de traitement.

- l'information administrative avec :

- le site service-public.fr, portail officiel de l'administration française, qui a connu une fréquentation historique de plus de 313 millions de visites en 2019, en hausse de 17 % par rapport à 2018. Le site propose 3 200 fiches pédagogiques actualisées, un annuaire des services administratifs (72 000 organismes et guichets locaux recensés) en cours de refonte, un service de réponses *via* la messagerie (151 000 courriels traités) et permet d'accéder par téléphone à un opérateur spécialisé (Allô service public 3939). Des actions d'amélioration continue du site ainsi que des déplacements en régions au plus près des usagers ont été mises en œuvre tout au long de 2019. A titre d'illustration, des actions de personnalisation des contenus sont proposées à travers le développement de nouveaux simulateurs (infractions routières, zonage du dispositif fiscal d'aide à la rénovation et à la location de l'habitat ancien, etc.), des lettres type (lettre de démission, congé parental, etc.) et des modules d'information, tous deux personnalisables (par exemple sur l'accès à la nationalité française). Plus de 4 millions de démarches en ligne ont été réalisées directement sur service-public.fr en 2019 (en progression par rapport à 2018 : 3,3 millions). Les démarches les plus usitées sont le changement de coordonnées (1 million de demandes) et les demandes d'actes d'état civil (1,7 million de demandes). De nouvelles démarches sont aussi développées en partenariat avec les ministères concernés (exemple : la démarche d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme).

- l'information sur les politiques publiques et le débat public :

- la mise en ligne le 23 octobre 2019 du site vie-publique.fr rénové. Ce site d'information dédié aux politiques publiques a été modernisé *via* les retours des usagers, notamment par des parcours de consultation repensés, un accès désormais en mobilité ou encore des ressources multimédias enrichies. Différents niveaux de lecture sont proposés pour favoriser l'accès au plus grand nombre.

- l'édition et l'impression

La DILA bénéficie également d'un savoir-faire en matière d'édition et d'impression :

- en tant qu'éditeur public, la DILA produit en compte propre (revues Cahiers français, Questions internationales, ouvrages FAC, Doc'en poche) et pour le compte d'autres administrations (Répertoire des carrières territoriales, rapports annuels de la Cour des comptes, du Conseil d'État...). Ainsi 274 nouveaux titres (dont 57 en compte propre) ont été proposés en 2019. La DILA a notamment publié un beau livre sur « La Constitution, de 1958 à nos jours ».
- pour ce qui concerne l'impression, l'année 2019 a été marquée par le renouvellement de la convention de la délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOD) et la signature de nouvelles conventions avec le ministère de la culture et le centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ). D'autres administrations ont pour la première fois fait appel à la DILA pour assurer leurs impressions (dont le

ministère de la transition écologique et solidaire, le service technique de l'aviation civile, l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, la Fondation maison des sciences de l'homme, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, le Défenseur des droits...). L'imprimerie a par ailleurs engagé depuis plusieurs années une démarche éco-responsable, notamment par l'utilisation de papiers recyclés, et a fortement réduit la gâche papier. Les démarches de labellisation Imprim'vert et PEFC des papiers ont été reconduites en 2019.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Optimiser la production et la diffusion des données

INDICATEUR 1.1	Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique
INDICATEUR 1.2	Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO)
INDICATEUR 1.3	Ouverture des données publiques de la DILA
INDICATEUR 1.4	Développer l'édition numérique des publications de la DILA

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Optimiser la production et la diffusion des données

INDICATEUR 1.1

Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre total de visites sur le site « BOAMP.fr »	visites	3 205 125	3219901	3000000	3 200 000	3 180 777	3300000
Comptes ouverts sur le site BOAMP	Nb	168 518	185515	205000	205 000	202 514	200000
Abonnements aux alertes des marchés publics	Nb	98 637	110717	110000	112 000	122 544	114000

Commentaires techniques

Source des données : la mesure des trois sous-indicateurs est effectuée automatiquement par l'application de gestion du site.

Mode de calcul : Il s'agit de données brutes.

Commentaires : cet indicateur répond à la recommandation de développer et de faciliter l'accès des entreprises à la commande publique. La DILA y contribue sur son site BOAMP, l'un des principaux sites publics d'annonces légales, en offrant progressivement de nouvelles fonctionnalités aux entreprises candidates. La DILA s'emploie à donner plus de visibilité aux appels d'offres publics.

Cet indicateur composite permet d'avoir une meilleure mesure du trafic sur le site et de ses services.

INDICATEUR 1.2

Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de rectificatifs publiés au JO imputables à la DILA	Nb	27	19	27	19	9	18

Commentaires techniques

Source des données : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA est recensé en interne par l'équipe de la rédaction du JO.

Mode de calcul : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA fait l'objet d'un décompte manuel journalier au sein de la DILA.

Commentaires : les rectificatifs imputables à la DILA sont à mettre en relation avec le nombre total de textes publiés et au regard de l'urgence avec laquelle il faut les publier (du jour au lendemain, ce qui correspond au délai de rigueur). À noter qu'un rectificatif peut être « mixte », c'est-à-dire correspondre à plusieurs erreurs imputables à la DILA et aux ministères ; dans ce cas, ces erreurs sont également prises en compte. STILA est la plate-forme de production du système de l'information légale et administrative. Cet outil vise à améliorer l'accès au droit, notamment par la production sécurisée et la diffusion du JO Lois et décrets sur le site *legifrance.gouv.fr* dans les délais impartis.

INDICATEUR 1.3

Ouverture des données publiques de la DILA

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de jeux de données publiques sous licence ouverte	Nb	41	54	47		50	48

Commentaires techniques

Source des données : décompte effectué par le gestionnaire.

Mode de calcul : décompte manuel des jeux de données de la DILA en accès libre et gratuit sur le site data.gouv.fr. Les chiffres des réalisations et prévisions annuelles et de la cible sont cumulés depuis l'ouverture des données.

Commentaires : Les jeux de données ouverts par la DILA sont assez variés, tant par leur taille que par leur nature. Il s'agit notamment de bases de données de nature juridique (textes législatifs et réglementaires consolidés ; instructions et circulaires ministérielles ; conventions collectives nationales ; fonds de jurisprudence en matière civile et pénale ; arrêts de la Cour de cassation), de corpus d'annonces légales (marchés publics ; annonces civiles et commerciales obligatoires des entreprises y compris des sociétés faisant appel à l'épargne ; vie des associations, fondations et fonds de dotation), des fiches d'information constituant le guide des droits et démarches, des dossiers documentaires thématiques sur les politiques publiques du site vie-publique.fr et de l'annuaire des services publics. Les jeux de données sont produits par la DILA et mis à jour régulièrement, parfois quotidiennement ; ils peuvent être réutilisés pour un usage commercial ou dans un but de transparence.

Les jeux de données sont mis à disposition gratuitement et sous licence ouverte.

INDICATEUR 1.4**Développer l'édition numérique des publications de la DILA**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de nouveautés numériques d'ouvrages des marques La Documentation Française et les Editions du JO	Nb	229	184	165		146	204

Commentaires techniques

Source des données : extraction de la base de données éditoriales « Libris ».

Mode de calcul : décompte manuel du nombre de titres numériques en mode epub et/ou pdf à leur date de parution car chaque parution a un code ISBN spécifique par format édité.

Commentaires : les publications de la DILA appartiennent aux différentes catégories des sciences humaines et juridiques. Outre ses éditions propres publiées sous ses marques, la DILA est un éditeur délégué pour le compte des administrations.

ANALYSE DES RÉSULTATS**1.1 Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique**

Dans le cadre de la contribution au développement de l'accès des entreprises à la commande publique, le nombre de visites constatées en 2019 sur le site BOAMP.fr est de 3,18 millions et se situe entre la prévision initiale de 3 millions et la prévision actualisée à 3,2 millions.

Ce résultat, légèrement inférieur (-1,2 %) à celui de l'année 2018, était prévisible compte tenu d'une part du contexte d'économies budgétaires et de rationalisation des investissements publics et d'autre part des développements d'offres concurrentielles multiples au BOAMP. Ce résultat s'inscrit également dans un contexte de faible augmentation du nombre d'annonces publiées (158 829 en 2019 contre 156 053 en 2018, soit +1,78 %). Par ailleurs, aucune action particulière d'évolution du site n'a été menée en 2019. Pour autant, la fréquentation du site se maintient du fait de sa notoriété.

On note également que l'utilisation des services proposés par le BOAMP est en hausse. Ainsi, le nombre de comptes ouverts sur le site BOAMP progresse de 9,2 % par rapport au résultat 2018 et la prévision est atteinte à 98,8 %.

Le nombre d'abonnements aux alertes des marchés publics a également augmenté de 10,7 % par rapport à 2018 et la prévision de 112 000 abonnements est dépassée. L'augmentation des abonnements est liée à celle du nombre de comptes ouverts sur le site. Les alertes permettent de simplifier l'accès aux données compte tenu de la personnalisation et minimisent le nombre de visites dans la mesure où les utilisateurs ne viennent sur le site que si un marché les intéresse. La légère baisse des visites peut s'expliquer d'une part par ces services d'alertes et d'autre part par l'utilisation des API mises à disposition pour faciliter la réutilisation des données.

1.2 Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel

Dans le cadre de l'optimisation et de la sécurisation de la production du *Journal officiel*, on note que le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA en 2019 est de 9 contre 19 en 2018, soit une très nette diminution (-53 %) en regard des 36 681 textes publiés au JORF en 2019 (36 706 en 2018). Ce constat est très positif : depuis 2016, le nombre de rectificatifs a chuté de 79%. Cette performance résulte de la mise en place d'une politique de maîtrise des risques, aujourd'hui arrivée à maturité et des nombreuses actions engagées depuis plusieurs années. Les plans d'action de sécurisation des outils de la chaîne de production régaliennne avec un renforcement de l'automatisation des contrôles ont eu un impact direct sur l'évolution positive des résultats de cet indicateur. Les recrutements opérés et la poursuite des formations en matière juridique, de pilotage et de contrôles, ont également contribué à ce bon résultat.

1.3 Ouverture des données publiques de la DILA

La DILA a très tôt inscrit l'ouverture des données publiques au cœur de sa stratégie numérique. Elle a abandonné ses licences et ses conventions de service payantes pour ouvrir totalement son patrimoine informationnel.

En termes d'ouverture des données publiques, au 31 décembre 2019, la DILA met à disposition 50 « jeux de données » (données et API* confondus). La prévision de 47 est dépassée. Par rapport à l'année 2018, 5 jeux de données ont été créés, 9 jeux de données du débat public ont été désindexés en raison du lancement du site rénové *vie-publique.fr* et de la fermeture concomitante du site *ladocumentationfrancaise.fr* le 23 octobre 2019. En complément de ces actions, la DILA a ouvert en mode bêta les API du site modernisé *legifrance.gouv.fr* (nativement pensé pour l'open data) le 29 novembre 2019. Ces API sont disponibles sur la plateforme mutualisée des services des API de l'État et de la sphère publique (PISTE) et sera mise en production en version définitive courant 2020. Elles permettent d'interroger l'intégralité des fonds du site (jurisprudence, textes consolidés, etc.) à l'exception des informations personnelles et facilitent ainsi l'accès et la réutilisation des données juridiques par d'autres sites ou applications tierces. Au 2 janvier 2020, plus de 20 000 requêtes ont été enregistrées sur les API depuis leur ouverture.

La DILA continue par ailleurs à favoriser les échanges et à soutenir les initiatives en matière d'innovation autour de l'ouverture de ses données.

*API : « Application Programming Interface » (interface de programmation d'applications) : solution informatique permettant à des applications tierces d'accéder aux services d'une application, l'API permet notamment de mettre à disposition des données.

1.4 Développer l'édition numérique des publications de la DILA

Pour l'édition, les résultats se traduisent d'une part par la rationalisation de la publication (suppression des publications papier à très faible tirage en particulier) et d'autre part, par la transformation en profondeur de l'offre éditoriale avec le développement de la production numérique. L'objectif est de favoriser l'accès au plus grand nombre avec des publications gratuites sur le web. Le nombre d'ouvrages sous la marque « les Editions du Journal officiel » a été limité à la collection des conventions collectives. Il est ainsi plus faible (9) que la prévision initiale (15) mais supérieur au résultat de l'année 2018 (7 ouvrages). Le nombre d'ouvrages sous la marque « La Documentation Française » (137) est inférieur à la prévision (150). Cette baisse s'explique par un volume plus faible d'ouvrages en compte propre que prévu. C'est le cas notamment pour la collection « Doc en poche » avec un ouvrage en moins et la revue « Questions internationales » avec cinq numéros au lieu de six habituellement. Côté comptes de tiers, les ouvrages de nos partenaires ont connu une baisse de 15 % par rapport à 2018 qui reflète la baisse générale de la diffusion papier au sein des administrations.

En effet, 2019 a été une année de transition majeure : la production numérique payante et plus particulièrement celle au format « epub », qui n'a pas trouvé son public, est fortement réduite et a fait place à la montée en puissance de la production de contenus web gratuits issus des publications ou créés « nativement » pour le web (articles courts, illustrations, vidéos, infographies, dossiers, etc.). Cette production alimente le site rénové *vie-publique.fr* mis en ligne le 23 octobre 2019.

Avec ce nouveau site modernisé, la DILA met à disposition une offre éditoriale repensée, variée, permettant d'éclairer le débat public et de mieux suivre l'évolution des politiques publiques. À partir de 2020, un nouvel indicateur de performance sera mis en place pour suivre cette transformation de l'offre éditoriale.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

RÉCAPITULATION SELON L'ARTICLE 18-II DE LA LOLF

Sections / Dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	48 973 000	29 727 037		39 330 000	30 032 251	
Achats et services extérieurs	48 923 000	29 727 037		39 280 000	30 032 251	
Impôts, taxes et versements assimilés hors titre 2						
Subventions, transferts et interventions	50 000			50 000		
Section des opérations en capital	13 267 000	9 723 202		13 205 000	8 981 692	
Acquisitions d'immobilisations	13 267 000	9 723 202		13 205 000	8 981 692	
Total	62 240 000	39 450 239		52 535 000	39 013 943	

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR ACTION ET SECTION

Action / Sections	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
01 – Diffusion légale	6 000 000	7 939 697		6 000 000	5 056 323	
Section des opérations courantes	6 000 000	7 939 697		6 000 000	5 056 323	
Section des opérations en capital						
02 – Information administrative, édition publique et promotion	56 240 000	31 510 542		46 535 000	33 957 620	
Section des opérations courantes	42 973 000	21 787 340		33 330 000	24 975 928	
Section des opérations en capital	13 267 000	9 723 202		13 205 000	8 981 692	
Total	62 240 000	39 450 239		52 535 000	39 013 943	

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT DE TRANCHES FONCTIONNELLES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
13/02/2019		3 578 797						
Total		3 578 797						

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/12/2019						20 240 000		10 135 000
Total						20 240 000		10 135 000

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		3 578 797				20 240 000		10 135 000

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

■ JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Sur le programme 623, une annulation de 20,2 M€ en AE et 10,1 M€ en CP de crédits hors titre 2 a été opérée, résultant notamment d'une maîtrise des dépenses liées aux coûts de production et des dépenses informatiques.

DÉPENSES PLURIANNUELLES

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2019	CP 2019
AE ouvertes en 2019 * (E1) 45 578 797	CP ouverts en 2019 * (P1) 42 400 000
AE engagées en 2019 (E2) 39 450 239	CP consommés en 2019 (P2) 39 013 943
AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) 2 122 999	dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 16 903 316
AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 - E2 - E3) 4 005 559	dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 22 110 627

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) 31 926 754					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) -8 055 385					
	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) 23 871 369	–	CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 - P4) 16 903 316	=	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 - P3) 6 968 053
	AE engagées en 2019 (E2) 39 450 239	–	CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) 22 110 627	=	Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 - P4) 17 339 612
					Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) 24 307 665
					Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) 18 384 264
					Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 - P5) 5 923 401

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Le programme 623 porte l'essentiel des dépenses de fonctionnement courant et la totalité des dépenses d'investissement du budget annexe.

Le montant des restes à payer au 31 décembre 2019 (24,3 M€) est inférieur à celui constaté au 31 décembre 2018 (31,9 M€) en raison des travaux de nettoyage des EJ non soldés et particulièrement de la clôture d'EJ relatif à l'engagement du marché de traitement du niveau 1 de renseignement administratif 3939 d'un montant de 6,2M€.

Les restes à payer en fonctionnement portent principalement sur des dépenses informatiques pour 9,2M€ dont 4,3M€ relatifs à la maintenance et au support des applications métiers de la DILA et 2M€ pour l'hébergement (sites internet et applications). A noter les engagements des conventions passées avec les concentrateurs d'annonces pour 5,3M€ ou l'engagement du marché mutualisé de fourniture d'électricité pour 0,8M€. Ces RAP devraient être couverts par des CP 2020 à hauteur de 12,8M€.

Les restes à payer sur investissement se chiffrent à 5,6 M€ et portent principalement sur des investissements informatiques métiers (évolutions du site service-public.fr, refonte légifrance, démarches en ligne) pour 3,4M€ ou de modernisation de l'infrastructure informatique pour 1,2M€. ces dépenses devraient être soldées en 2020.

JUSTIFICATION PAR ACTION

Action 01

Diffusion légale

Sections / Dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	6 000 000	7 939 697		6 000 000	5 056 323	
Achats et services extérieurs	6 000 000	7 939 697		6 000 000	5 056 323	
Impôts, taxes et versements assimilés hors titre 2						
Subventions, transferts et interventions						
Section des opérations en capital						
Acquisitions d'immobilisations						
Total	6 000 000	7 939 697		6 000 000	5 056 323	

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

ACHATS ET SERVICES EXTÉRIEURS

L'action 1 « Diffusion légale » porte les dépenses de fonctionnement liées aux travaux de collecte, de recouvrement et de facturation des annonces légales.

Les crédits consommés en 2019 sur cette action se chiffrent à 7 939 697 € en AE et à 5 056 323 € en CP pour une estimation à hauteur de 6 000 000 € en AE et en CP.

L'écart entre la consommation d'AE et la prévision initiale s'explique par un engagement pluriannuel effectué en gestion 2019 pour les nouvelles conventions passées avec les concentrateurs chargés du traitement des annonces du BOAMP.

Cette consommation, en lien direct avec les recettes d'annonces, comprend :

- les dépenses liées au traitement des annonces du **Bulletin officiel des marchés publics (BOAMP)** s'élèvent à 5 302 499 € en AE et 2 159 213 € en CP. Ces dépenses étaient programmées à hauteur de 3 000 000 € au PAP 2019.

La consommation supplémentaire est justifiée par l'engagement des conventions renégociées et signées avec les concentrateurs d'annonces pour une durée ferme de 3 ans.

- les dépenses liées au traitement des annonces du **Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC)** s'élèvent à 2 446 739 € en AE et 2 705 354 € en CP, pour une prévision au PAP de 3 000 000 € en AE et CP ;
- des dépenses d'expertise informatique sur les applications liées au BODACC et au BOAMP, programmées sur l'action 2, ont été exécutées sur cette action. Elles s'élèvent à 190 459 € en AE et 191 756 € en CP.

Action 02**Information administrative, édition publique et promotion**

Sections / Dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	42 973 000	21 787 340		33 330 000	24 975 928	
Achats et services extérieurs	42 923 000	21 787 340		33 280 000	24 975 928	
Impôts, taxes et versements assimilés hors titre 2						
Subventions, transferts et interventions	50 000			50 000		
Section des opérations en capital	13 267 000	9 723 202		13 205 000	8 981 692	
Acquisitions d'immobilisations	13 267 000	9 723 202		13 205 000	8 981 692	
Total	56 240 000	31 510 542		46 535 000	33 957 620	

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**ACHATS ET SERVICES EXTÉRIEURS**

L'action 2 « Information administrative, édition publique et promotion » concentre les activités de productions éditoriales et d'information multicanale (incluant le renseignement téléphonique effectué dans le cadre du centre d'appels interministériel de Metz) ainsi que les activités de gestion des ventes et de promotion. À ces activités s'ajoutent celles d'impression, de maintenance technique et de logistique immobilière ainsi que les dépenses informatiques.

Le montant total des achats et autres charges externes de l'action 2 du programme 623, estimé au PAP 2019 à 40 079 000 € en AE et 31 160 000 € en CP, a été de 21 032 398 € en AE et 24 280 333 € en CP.

Les éléments constitutifs de ces dépenses sont les suivants :

- les achats et prestations pour le secteur de l'impression et de la maintenance et les travaux immobiliers, estimés à 7 200 000 € en AE et 6 050 000 € en CP au PAP 2019, ont été exécutés à hauteur de 5 103 499 € en AE et 4 702 792 € en CP avec :
 - les achats de papier pour 1 278 320 € en AE et 1 328 496 € en CP ;
 - les travaux sous-traités pour 151 994 € en AE et 160 995 € en CP ;
 - les frais postaux pour 259 516 € en AE et 252 767 € en CP ;
 - les fluides du site Desaix pour 1 548 444 € en AE et 864 479 € en CP ;
 - les frais d'entretien lourd et d'entretien courant pour 801 664 € en AE et 930 131 € en CP,
 - les achats de matières et fournitures d'impression et de maintenance du matériel de production pour 1 031 909 € en AE et 1 079 567 € en CP ;
 - les autres achats des départements de l'impression et des moyens généraux pour 31 652 € en AE et 86 357 € en CP.

Le taux d'exécution de ces dépenses est de 71 % en AE et 78 % en CP. L'écart s'explique par un moindre recours à la sous-traitance pour les travaux d'imprimerie et par les économies réalisées sur l'entretien des bâtiments grâce aux importants programmes de rénovation menés ces dernières années sur le site de Desaix, réalisés en investissement.

- les dépenses informatiques estimées à 29 050 000 € en AE et 21 446 000 € en CP ont été exécutées à hauteur de 14 035 720 € en AE et 17 467 561 € en CP avec :

- les prestations informatiques externalisées 5 806 404 € en AE et 7 266 452 € en CP ;
- la maintenance des applications de la DILA : 5 148 452 € en AE et 7 975 737 € en CP ;
- l'entretien des matériels informatiques : 1 689 862 € en AE et 707 463 € ;
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage : 705 288 € en AE et 687 589 € en CP ;
- la sécurité informatique : 245 807 € en AE et 265 829 € en CP ;
- la veille et expertises comprenant notamment des audits informatiques : 245 172 € en AE et 299 537 € en CP ;
- les frais de télécommunication : 194 735 € en AE et 264 954 € en CP.

L'écart entre la prévision et l'exécution en AE s'explique par le transfert des achats sur marchés DILA à engagements pluriannuels vers des marchés mutualisés à bons de commande à engagements annuels. La diminution des dépenses pour l'achat de postes de travail, le moindre recours à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et l'adossement d'une partie du service de renseignement téléphonique (Allô service public 3939) au site service-public.fr justifie les écarts constatés dans l'exécution des CP par rapport à la prévision.

- les dépenses du secteur éditorial et du débat public estimées à 300 000 € en AE et en CP ont été exécutées à hauteur de 251 378 € en AE et 253 694 € en CP.

Les charges externes pour ce domaine comprennent essentiellement la redevance annuelle versée au Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne (CIGPC), qui était programmée à hauteur de 290 000 € dans les autres charges de gestion ordinaire.

- les dépenses liées au renseignement administratif estimées à 1 190 000 € en AE et 890 000 € en CP ont été exécutées à hauteur de 820 028 € en AE et 690 548 € en CP avec :
 - les fluides du centre d'appel interministériel de Metz (CAIM) pour 97 191 € en AE et 61 056 € en CP ;
 - les achats documentaires pour 106 221 € en AE et 94 801 € en CP ;
 - le nettoyage des locaux du CAIM pour 49 876 € en AE et 49 846 € en CP ;
 - les frais téléphoniques et de messagerie pour 401 629 € en AE et 371 239 € en CP ;
 - les autres charges pour 165 111 € en AE et 113 606 € en CP.

Les taux d'exécution de ces dépenses sont de 69 % en AE et de 78 % en CP et sont en baisse notamment sur les frais de réponse à la messagerie (service mel de renseignement administratif du site service-public.fr dont une partie auparavant sous-traitée a été internalisée au sein du CAIM sur ses domaines de compétence - intérieur, justice, logement, travail).

- les dépenses liées à la promotion et la diffusion estimées à 2 483 000 € en AE et 2 094 000 € en CP ont été exécutées à hauteur de 780 217 € en AE et 1 140 583 € en CP avec :
 - les achats d'ouvrages destinés à la revente pour 59 447 € en AE et 74 362 € en CP ;
 - les prestations externalisées de logistique relatives à la réception, à l'entreposage, au stockage, à la préparation des commandes, à l'expédition et à la livraison d'ouvrages ainsi que les prestations externalisées de ventes d'ouvrages dans le réseau des libraires pour 179 351 € en AE et 199 594 € en CP ;
 - la gestion externalisée des abonnements pour 97 534 € en AE et 229 023 € en CP ;
 - les actions promotionnelles pour 195 397 € en AE et 397 972 € en CP ;
 - un versement au CNRS Editions dans le cadre du transfert de la gestion de la revue « Documentation photographique » pour 162 029 € en AE et en CP ;
 - la rémunération des attachés commerciaux pour 63 510 € en AE et 61 164 € en CP ;
 - les autres dépenses liées à l'activité de promotion et de diffusion pour 22 949 € en AE et 16 439 € en CP.

Le taux d'exécution de ces dépenses est de 31 % en AE et 54 % en CP. Ces écarts par rapport à la prévision s'expliquent par la rationalisation en nombre de titres et de collections de la production éditoriale (arrêt ou transfert de certaines publications), par son évolution avec une part plus importante de produits numériques générant une baisse corrélative des actions de promotion et de diffusion papier (-0,5 M€ en frais d'expédition,

-0,3 M€ pour la promotion). Enfin, la fusion du centre de documentation de la DILA avec celui mutualisé de la DSAF à Ségur génère l'écart sur les achats de documentation technique.

- les autres dépenses d'achats et autres charges externes avec 41 556 € en AE et 25 155€ en CP.

AUTRES CHARGES DE GESTION ORDINAIRE

Le poste « autres charges de gestion ordinaire » regroupe les redevances versées et les indemnités et intérêts moratoires. Estimés à 2 850 000 € en AE et 2 120 000 € en CP, ils ont consommé 754 942 € en AE et 695 595 € en CP. Il se compose :

- des acquisitions de licences informatiques budgétées à hauteur de 1 990 000 € en AE et 1 790 000 € en CP qui ont été de 437 661 € en AE et 378 755 € en CP ;
- des droits d'auteur et de reproduction budgétés à 420 000€ en AE et en CP qui ont nécessité 270 448 € en AE et 270 007 € en CP ;
- 46 833 € en AE et en CP ont été consommés pour des intérêts moratoires et indemnités dont 42 602 € versés à un prestataire dans le cadre d'un protocole transactionnel soldant le marché passé avec la DILA.

A noter que la redevance annuelle versée, dans le cadre de la délégation de service public, au Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne (CIGPC), initialement programmée sur ce poste à hauteur de 290 000 € en AE et CP, a été exécutée sur le poste des achats et autres charges externes de la même action.

■ ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS

Les dépenses d'investissement de la DILA sont constituées principalement de projets informatiques destinés à sécuriser les processus de production et de diffusion du *Journal officiel* sur Légifrance, à améliorer leur efficacité dans un but de réduction des coûts de fonctionnement ; ces dépenses informatiques visent également à répondre aux exigences et aux évolutions réglementaires. Les autres dépenses d'investissement sont composées des travaux immobiliers et des projets portant sur l'amélioration de la productivité du secteur de l'imprimerie.

Elles s'établissent à 9 733 045 € en AE et 8 981 692 € en CP pour des crédits budgétaires ouverts au PLF 2019 à hauteur de 13 267 000 € en AE et 13 205 000 € en CP.

En 2019, les principales dépenses de titre 5 concernent les investissements suivants :

- **les investissements liés à l'administration numérique :**

En 2019, la DILA a maintenu ses investissements pour assurer aux usagers un meilleur accès à l'information administrative au travers de l'« écosystème » de service-public.fr. De nouvelles démarches en ligne ont été développées et mises en production sur le site, d'autres renforcées et / ou sécurisées en termes capacitaires (comme l'inscription sur les listes électorales) pour un montant s'élevant à 3 300 072 € en AE et 1 933 625 €.

En outre, les évolutions en mode agile de service-public.fr ont eu pour objectif de renforcer la personnalisation de l'accès à l'information administrative (lettres types, parcours guidés, simulateurs...), d'améliorer la qualité des fiches ou de les simplifier en prenant en compte les retours des usagers et de fiabiliser les contenus en renforçant les partenariats avec les administrations et les organismes sociaux ; ces évolutions ont mobilisé 1 289 180 € en AE et 1 163 215 € en CP.

Le lancement du projet de refonte de l'annuaire institutionnel de service-public.fr, prévu à hauteur de 850 000 € en AE et 500 000 € en CP, a consommé 97 623 € en AE et 303 211 € en CP.

Enfin, les autres projets informatiques liés à l'administration numérique, ont consommé 67 893 € en CP.

- **les investissements relatifs à la production régalienn**

En 2019, ces investissements ont généré une consommation de 1 527 681 € en AE et 2 119 588 € en CP sur les projets suivants :

- la poursuite du projet de modernisation du site internet « legifrance.gouv.fr », initiée en 2017, pour une exécution de 826 604 € en AE et 1 636 906 € en CP. La version pilote, dite version « bêta », du site modernisé est en test depuis octobre 2019 ;
- dans le cadre de la sécurisation des outils SOLON (système d'organisation en ligne des opérations normatives) et STILA (solution de traitement de l'information légale et administrative - outil interne de publication de la DILA), des évolutions relatives à l'intégration de nouveaux flux et de la signature électronique dans STILA ont été menées pour un montant de 333 974 € en AE et 218 977 € CP ;
- les évolutions de l'application de dépôt des annonces pour 187 523 € en AE et 73 511 € en CP ;
- la poursuite de la refonte des formulaires BOAMPweb, programmée initialement pour 500 000 € en AE et 275 000 € en CP, pour une consommation de 156 817 € en AE et 85 465 € en CP ;
- les premiers travaux liés à la montée de version des briques technologiques sous-jacentes à SOLON-STILA a généré un engagement de 22 762 € en AE ;
- les reliquats de projets informatiques antérieurs pour une consommation de 104 728 € en CP.

- **les investissements d'infrastructure et de sécurité informatique**

Ils ont pour objet de moderniser l'infrastructure informatique de la DILA avec des renouvellements réguliers de matériel et une montée capacitaire des capacités en stockage et en serveurs pour la conduite des nouveaux projets informatiques. Leur exécution 2019 s'élève à 1 185 729 € en AE et 575 520 € en CP. Ils concernent les projets informatiques suivants :

- la poursuite de la sécurisation de l'infrastructure de production du *Journal officiel* initié en 2018 à la suite de l'audit réalisé par la Mission d'organisation des services du Premier ministre (MOSPM), pour 342 683 € en AE et 157 633 € en CP ;
- la migration et la mise en haute disponibilité de la messagerie « Exchange » (vers une messagerie collaborative dotée d'un répertoire actif Active directory) prévues pour 500 000 € en AE et 300 000 € en CP et exécutées pour 308 760 € en AE et 257 895 € en CP ;
- la rénovation du Datacenter de secours de Rosny-sous-Bois nécessaire à la mise en place d'un plan de continuité de l'activité (continuité JO) prévue pour 300 000 € en AE et 350 000 € en CP, a été exécutée pour 204 306 € en AE et 147 578 € en CP ;
- les autres projets de modernisation de l'infrastructure pour 329 979 € AE et 12 414 € en CP dont 232 834 € en AE dédié à la montée de version de l'outil de supervision de la performance du SI « Dynatrace ».

- **les investissements liés à l'édition publique**

La modernisation de l'offre éditoriale numérique, lancée en 2016, avec la création d'un site unique à la place des sites « vie-publique.fr » et « ladocumentationfrançaise.fr » a été achevée avec l'ouverture en octobre 2019 du site internet « vie-publique.fr » rénové, qui met à disposition des usagers des contenus gratuits et multi formats sur les politiques publiques et le débat public (fiches, actualité, vidéo, infographies, cartographie, rapports publics, etc.). La mobilisation des crédits 2019 pour ce projet s'élève à 240 330€ en AE et 873 350€ en CP.

- **les investissements relatifs aux systèmes d'information de gestion**

Ces investissements concernent les prestations informatiques relatives aux outils de gestion et principalement du progiciel de gestion intégrée (PGI) Oracle, outil de gestion des recettes de la DILA. En 2019, ces investissements

s'élèvent à 305 573 € en AE et 337 438 € en CP dont 305 573 € en AE et 262 672 € en CP portent sur les évolutions d'Oracle et 74 766 € en AE sur des développements de l'outil Business Object.

- **les investissements liés aux travaux immobiliers :**

Ils sont destinés aux travaux d'amélioration du cadre de travail, de mise aux normes et de mise en conformité des locaux du site de Desaix et s'élèvent en 2019 à 1 455 725 € en AE et 1 273 292 € en CP.

Le projet immobilier sur le site de Desaix, initié en 2018, consiste à réaménager et réhabiliter des locaux existants notamment en transformant des appartements de fonction en surfaces de bureaux ou en espaces partagés afin d'augmenter la qualité et la capacité d'accueil des agents. Les travaux réalisés ont permis d'une part, d'améliorer le ratio d'occupation du site de Desaix et d'autre part, de réduire les charges locatives de la DILA sur le site de Ségur. La consommation 2019 est de 591 752 € en AE et 425 851 € en CP.

Les autres dépenses relatives au projet immobilier couvrent notamment le ravalement de la façade aile Nord pour 187 835 € en AE et 148 355 € en CP, la modernisation des sous-répartiteurs situés dans les locaux techniques dans le but d'améliorer les performances du réseau de transfert de données pour 163 244 € en AE et 125 357 € en CP, le renforcement des dispositifs passifs de sureté pour 90 806€ en AE et 83 525€ en CP, le cloisonnement coupe-feu au sous-sol pour 114 381 € en AE, les travaux de mise en conformité du désenfumage des ateliers pour 71 345 € en AE et 25 422 € en CP, ceux relatifs à l'étanchéité de la terrasse aile Nord pour 69 619 € en AE et 51 618 € en CP, le local « web to print » pour 66 129 € en AE et 28 612 € en CP, et la modernisation du système de sécurité incendie pour 41 676 € en AE et 33 341 € en CP.

- **les investissements liés au secteur de l'imprimerie :**

Ils portent essentiellement sur l'amélioration et la modernisation des outils de production et ont été exécutés en 2019 pour un montant de 331 131 € en AE et 334 561 € en CP. Le système d'épreuve colorimétrique, engagé en 2018, a été payé pour 111 043 € en CP. L'acquisition de chargeurs automatiques sur encarteuse a été engagée pour 156 408 € et payée à hauteur de 48 794 € en CP. Le remplacement d'un supprimeur et d'un échangeur vapeur a été engagé et payé pour 128 825 € et des dépenses relatives aux travaux électriques réglementaires ont également généré une consommation de 45 898 € en AE et en CP.

Le tableau ci-après retrace l'ensemble des dépenses d'investissement réalisées par la DILA en 2019.

PROJETS INVESTISSEMENTS	Exécution 2019	
	AE	CP
Démarches en ligne 2018	0	803 472
Démarches en ligne 2019	3 300 072	1 130 153
Evolutions service-public.fr 2018	0	351 313
Evolutions service-public.fr 2019	1 289 180	811 902
Annuaire	97 623	303 211
CP sur commandes antérieures	0	67 893
Administration Numérique	4 686 876	3 467 944
Modernisation de Légifrance	826 604	1 636 906
Evolutions de l'application de dépôt des annonces	187 523	73 511
Refonte des formulaires BOAMP web	156 817	85 465
Evolutions de SOLON-STILA	333 974	218 977
Montée de version de SOLON STILA	22 761	0
CP sur commandes antérieures	1	104 728
Production régalienn	1 527 681	2 119 588
Projet du site unique vie-publique.fr	240 330	873 350
Edition	240 330	873 350

Édition et diffusion

Programme n° 623 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Evolution du PGI Oracle et de <i>Business Object</i>	305 573	337 438
Gestion	305 573	337 438
Datacenter de Rosny	204 306	147 578
Maintien en conditions opérationnelles (MCO° des répartiteurs)	84 723	0
Sécurisation de l'infrastructure de production du JO	342 683	157 633
Imprimante Konica	12 414	12 414
Montée de version de l'outil Dynatrace	232 843	0
Projet de messagerie collaborative haute disponibilité	308 760	257 895
Infrastructure - sécurité	1 185 729	575 520
Système éprouvage colorimétrie	0	111 043
Chargeurs automatiques sur encarteuse	156 408	48 794
Remplacement surpresseur et échangeur vapeur	128 825	128 825
Travaux électriques règlementaires	45 898	45 898
Imprimerie	331 131	334 561
Étanchéité cour industrielle	0	1 380
FIEC 1220 : Pilotage, études, diagnostics	39 615	42 905
Aménagement des locaux 6ième ateliers	357 259	281 622
Restructuration des bureaux/locaux	9 843	71 556
Création de locaux techniques	4 229	19 925
Modification des installations de ventilation de la rotative suite au constat de non-conformité des installations aérauliques	2 110	
FIEC 1221 : Aéraulique	16 072	264 800
Projet d'espace collaboratif « DILAB »	178 695	0
Modernisation du système de sécurité incendie (SSI)	41 676	33 341
Sous répartiteurs 2018	0	59 890
Local web to print	66 129	28 612
Remise en conformité du désenfumage des ateliers	71 345	25 422
Mise en œuvre de mesures compensatoires incendie sous-sol	7 880	0
Recoupement CF des gaines techniques et couloirs	34 985	34 985
Renforcement des dispositifs passifs de sureté (intrusion - vidéo)	90 806	83 525
Ravalement façade aile nord sur cour d'honneur	187 835	148 355
Étanchéité terrasse aile nord	69 619	51 618
Rénovation des sous répartiteurs	163 244	125 357
Cloisonnement coupe feu sous-sol	114 381	0
Projet Immobilier	1 455 725	1 273 292
Total	9 733 045	8 981 692